

AKLI MELLOULI, MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS :

«La diversité au PS, on n'y est pas encore»

Seuls 14 candidats de la diversité seront têtes de liste du Parti socialiste pour les élections municipales de mars prochain, a décidé la convention du parti samedi dernier.

Empêcher d'éventuels candidats issus de la diversité à se présenter semble avoir caractérisé la «cuisine interne des investitures PS au cours de cette convention, sauf que cette cuisine interne n'est pas restée interne et n'a pas été appréciée, c'est le moins qu'on puisse dire, par beaucoup de socialistes issus de l'immigration et ils l'ont fait savoir. Discussions vives, déclarations indignées se sont succédées. «On

Entretien réalisé
par Khadija Baba-Ahmed

Le Soir d'Algérie : Seuls 14 membres de votre parti, issus de la diversité et candidats aux prochaines élections municipales, ont été retenus comme têtes de liste pour les prochaines élections municipales. Même ce très faible résultat a été un accouchement difficile. Vous êtes monté vous-même au créneau en dénonçant «des menaces au sein du parti» pour empêcher des candidatures issues de la diversité à se présenter. Que se passe-t-il dans votre parti ? Est-ce à dire que le PS fait de la discrimination ?

Akli Mellouli : Aujourd'hui, dans la société française, on a beaucoup de mal encore à voir la France telle qu'elle est, c'est-à-dire cette société du XXI^e siècle dans sa pluralité, dans sa diversité, avec les singularités qui la composent et notamment tous ses enfants des ex-colonies, parce que c'est aussi ça dont il s'agit. Vous ne traitez pas les immigrés qui viennent d'Amérique du Nord comme vous traitez ceux qui viennent des anciennes colonies.

Il y a encore des préjugés de représentation qui stigmatisent et renforcent cette notion «d'étrangeté». Or, comme le disait le sociologue Malek Sayed, «exister, c'est exister politiquement». Depuis un certain temps, l'on nous invite à participer en nous disant «vous êtes chez vous». Eh bien, nous les avons pris au mot et on s'est mis à participer. Là, nous nous sommes aperçus effectivement que nous ne sommes pas tout à fait chez nous. Quand on était hôtes et que l'on ne s'intéressait pas aux affaires de famille, tout allait bien, mais à partir du moment où l'on est devenu acteurs et que les affaires de famille nous concernaient et que l'on a commencé à s'exprimer sur des sujets de société qui concernent tout le monde, eh bien l'on a commencé à être mis dans la périphérie.

Il y a des dociles, un peu sur le mode colonial, ceux qui sont prêts à applaudir des deux mains, satisfaits à partir du moment où ils ont un bout de pain à se mettre sous la dent, et il y a ceux

qui sont sur des questions de fond et qui pensent que cette société doit évoluer beaucoup plus vite.

Depuis plus de 5 ans, le paradoxe, c'est qu'il devient de plus en plus difficile de réussir pour ceux qui sont au bas de l'échelle. Nous pensons qu'il appartient aux politiques de changer cette situation, car lorsque l'ascenseur social est en panne, il doit être relancé par le politique. Or, en ce qui concerne mon parti, il y a une structure qui a été mise en place par le congrès d'Epinau. Ils se sont reproduits entre eux ; il y a eu une espèce de consanguinité et l'on a donc du mal à avoir un espace.

Aujourd'hui, les espaces étant moindres et le PS se débattant dans des difficultés, les gens commencent à se replier et donc la place des femmes, des minorités, tout ça est balayé au profit des intérêts de chacun.

Eu égard aux idéaux de progrès qu'affiche le Parti socialiste on se serait attendu à ce qu'il soit, aux côtés des autres partis de gauche, dans le combat pour la promotion des minorités dans la représentation politique. Or, aujourd'hui en France, c'est un président de droite qui nomme à des postes de première importance, et pour la première fois, des ministres issus de l'immigration, ce que n'a pas fait le PS lorsqu'il était aux commandes. Comment expliquez-vous cette situation ? Un recul sur les valeurs qui fondent votre parti, un rejet de l'autre, une concession et à qui ?

C'est l'appareil du parti qui s'est sclérosé. Je ne pense pas que le PS soit devenu brusquement xénophobe, raciste. Notre parti est un parti d'élus qui n'a pas vu les choses évoluer. Nous avons, même s'il y a eu une poussée du Front national dans le pays, affaire au sein du PS à des barons locaux qui bloquent les candidatures de la diversité, pour des raisons diverses et variées. Ceci dit, on ne peut pas dire que l'UMP fait des avancées. Les nominations que vous évoquez sont le fait du principe alors que nous, nous avons la légitimité des urnes.

utilise tous les artifices pour empêcher les camarades qui ont un prénom qui ne sonne pas français.» C'est le cri lancé par le Franco-algérien Akli Mellouli, qui, même s'il reste fidèle à son parti, n'en est pas à son premier coup de gueule contre ses «barons» et qui ne cesse, depuis son engagement en 1983 dans la marche des beurs, de faire en sorte que la France ressemble dans sa représentation politique à la diversité de sa composition sociale.

Arrivé à 6 ans avec ses parents en France, il choisira, quelques années plus tard, d'effectuer son service national en Algérie. Aujourd'hui, membre du



Akli Mellouli.

Il faut que l'on arrête de confondre l'appareil, qui bloque aujourd'hui, et les valeurs socialistes qui sont celles du progrès, d'émancipation pour tous. Cela dit, que l'on arrête de nous dire à nous à l'intérieur du parti, que l'on doit partager la pénurie, l'on veut partager la globalité. Quand tout le monde s'est réparti les postes, il en reste quelques-uns, les moins importants, et ils sont alors pour les femmes et pour nous, candidats de la diversité.

On ne peut pas répondre aux discriminations par une autre discrimination ! Nous ne sommes pas là pour prendre la place des autres mais nous voulons prendre notre place, rien que notre place et toute notre place. Nous demandons par ailleurs qu'il n'y ait pas de cumul de mandats ce qui libérera plus de places en nombre et dans le temps, permettant ainsi le renouvellement aux responsabilités, ce sont là des éléments concrets de l'action à faire ancrer dans notre parti.

Baucoup évoquent une guéguerre interne au PS, entre ses membres issus de l'immigration. Qu'en est-il réellement ?

Nous ne constituons pas un groupe uniforme et d'ailleurs c'est ce qui devrait rassurer le parti, prouvant que l'on n'est pas dans le communautarisme. Il n'y a pas de guéguerre mais il y en a parmi nous qui se satisfont des places qu'ils leur donnent et qui crient «le compte est bon» et d'autres formules à l'emporte-pièces.

Lorsque l'on voit le nombre de gens empêchés

d'accéder aux postes de responsabilité lors de toutes les élections et depuis 10 ans, c'est tout de même inquiétant de se retrouver dans le même débat et je ne peux comprendre que certains, parce qu'ils ont été servis, disent tout le bien de cette situation. Je ne voudrais pas faire le cheval blanc et bien sûr j'ai un intérêt individuel, je suis comme tout le monde, j'ai une envie d'exister, j'ai besoin de reconnaissance, mais je sais que ce besoin-là, pour moi, ne sera satisfait que par l'intérêt général.

Moi je me battrais toujours pour l'intérêt général et mon intérêt passera d'abord par cet intérêt général.

Je pensais que vous alliez me répondre que les querelles à l'intérieur de ceux de la diversité du PS n'étaient que le reflet de ce qui traverse aujourd'hui le PS, ses dissensions, ses courants, ses déchirements...

Vous avez raison, sauf que ces courants se mettent tous d'accord sur le dos de la diversité. C'est beaucoup plus complexe que les courants car il y a plein de choses fantasmées sur la diversité.

On traite la diversité plus avec du supplément d'âme, avec du bon sentiment qu'avec une vraie politique affirmée. Malgré les efforts que fait François Hollande, et je pense qu'il est celui qui fait le plus avancer le débat sur la diversité, étant secrétaire général du parti, il se trouve confronté aux barons locaux qui ne veulent pas bouger.

Tout le monde veut de la

conseil national du PS, secrétaire fédéral du Val-de-Marne (banlieue parisienne), conseiller du président du Conseil d'Ile-de-France, il est aussi un élu local dans la commune de Bonneuil, où il exerce en tant que conseiller municipal. C'est dire que la vie politique d'une manière globale et celle du PS en particulier ne lui sont pas étrangères.

Il répond à toutes nos questions, celles sur les obstacles mis par son parti à l'émergence de militants de la diversité qui font l'actualité aujourd'hui, mais aussi aux positions du PS, pour le moins équivoques, sur notre pays.

diversité, mais loin de chez lui. Tous les courants du PS veulent de la diversité mais pas à l'intérieur de leur courant, pas sur leurs quotas. Tout le monde en parle, mais personne ne veut en faire.

Dans votre affiche pour la dernière campagne des législatives (Akli Mellouli, comme tous les candidats issus de l'immigration, n'a pas été élu, ndlr) vous aviez pour slogan : «L'audace du renouvellement». Or, le PS traverse aujourd'hui des turbulences et ça tire de tous les côtés.

Qu'est-ce que ce renouvellement que vous appelez de vos vœux ?

C'est, effectivement, que ce parti s'ouvre un peu plus. Ceux qui, comme moi, sont critiques mais en même temps font des propositions concrètes pour avancer doivent être mis avant pour avancer réellement. Or, que se passe-t-il aujourd'hui ? A partir du moment où une communauté se regroupe, on crie au communautarisme alors même qu'elle n'est opposée ni à la République ni elle ne manifeste un quelconque repli, ni enfermement.

Quand deux Auvergnats se regroupent, on dit que c'est culturel ; quand deux Portugais se regroupent on dit que c'est folklorique et quand ce sont deux Arabes, on dit que c'est du communautarisme. On est bien là dans un passé qui ne passe pas. On a l'impression qu'on est toujours en train de fomentier un complot.

Moi, je suis suspect en permanence. Ça rappelle drôlement les suspects de La Casbah pendant la guerre, aux yeux des occupants. Il y a une histoire qui doit être dite, qui doit passer. Que l'on tourne la page, sans toutefois la déchirer, et que l'on puisse avoir une relation apaisée. Nous ne sommes pas des terroristes en puissance.

A propos justement des relations du PS avec l'Algérie, il y a, pour le moins, des points inexplicables, notamment lors de ce qui a été appelé «la décennie noire» et ce que faisait subir le terrorisme à la population algérienne. Le PS avait fait alors

le plus grand mal en alimentant, pour ne pas dire en initiant, la grande campagne du «qui-tue-qui ? » et en mobilisant tous les moyens : éditeurs, médias... pour introduire le doute sur l'existence même des terroristes. Comment expliquez-vous cette position de votre parti qui n'a changé, du bout des lèvres d'ailleurs, que lorsqu'il y a eu les attentats du 11 septembre aux USA et que d'autres pays d'Europe ont commencé à être les cibles ?

Il faut encore revenir à l'histoire. Il y a deux tendances au sein du PS. Moi, je fais partie de la tendance PSU, plutôt rocardienne qui était contre la colonisation, mais au PS, il y a eu des colonialistes et ce problème-là n'a pas été tranché. Ceux qui se sont exprimés pour l'indépendance (comme Rocard qui avait failli être emprisonné pour ses positions courageuses) et ceux qui se sont rangés carrément sur la colonisation de l'Algérie, malheureusement encore en œuvre au sein du PS et ce dernier essaye de concilier ces deux logiques.

C'est cette réalité qui explique certaines positions du PS, vis-à-vis de l'Algérie. Le débat n'est donc pas tranché et pour ce qui nous concerne, nous considérons qu'il est plus qu'urgent d'engager un grand débat sur «colonialisme et socialisme» pour que, encore une fois, l'histoire soit dite.

Dans le courant 2008, nous envisageons la tenue de ce grand débat à l'Assemblée nationale ou au Sénat et convierons des acteurs français et algériens pour débattre de cette question coloniale qui ne passe pas et le parti et pour aider enfin le parti à avoir une ligne claire par rapport à l'Algérie.

Mais il faut tout de même souligner que le parti avance malgré tout. Sur l'ignoble loi du 23 février 2005, le PS au travers de Hollande, de Strauss Kahn et de beaucoup d'autres, s'est élevé et a fait reculer la droite qui, en voulant faire plaisir à une partie de la population, l'a divisée en voulant faire passer les atrocités de la colonisation comme «bienfaits» de l'histoire coloniale.

K. B. A.